



Pour une **politique**  
**alimentaire** populaire

*Document de réflexion #1*

# Souveraineté alimentaire autochtone

Nous sommes un groupe de militants, d'intellectuels et de conteurs travaillant sur diverses questions reliées à la souveraineté alimentaire. Nous provenons de différentes régions de l'Île de la Tortue (Amérique du Nord) et partageons des croyances fondamentales quant à la Terre et à tout ce qu'elle représente. Nous représentons les peuples pêcheurs, chasseurs et cueilleurs, et cherchons à faire connaître les conséquences du colonialisme sur nos régions. Les systèmes alimentaires autochtones comprennent tous les éléments – terre, sol, eau, air, ainsi que les espèces de plantes, de champignons et d'animaux – qui ont soutenu les peuples autochtones pendant des milliers d'années d'existence en harmonie avec le monde naturel.

Tous les éléments constituant les systèmes alimentaires autochtones demeurent indissociables et fonctionnent idéalement en saine relation d'interdépendance afin que l'énergie circule à travers les écosystèmes et les économies autochtones. Ces systèmes participent de plus au transfert, tant direct qu'indirect, de l'énergie au sein de l'économie actuelle, qui repose pour l'essentiel sur l'agriculture et qui a été développée et industrialisée par les pionniers européens au cours du processus de colonisation<sup>1</sup>.

Ce sont nos nations qui, à l'origine, ont cultivé et amélioré plusieurs aliments de grande importance aujourd'hui retrouvés dans le monde, tels que le haricot, le maïs, la courge, la pomme de terre, les baies et les plantes médicinales. Nous n'avons pourtant reçu ni reconnaissance, ni compensation pour cela. Pour les peuples autochtones, la terre et les aliments restent au cœur de ce qu'est la nature autochtone. Dans d'autres cas, les cultures nomades devaient avoir accès à de vastes territoires afin de se procurer leurs aliments

traditionnels. Les valeurs tribales que sont le don, le partage et l'échange sont les piliers de la préservation des terres et de la souveraineté alimentaire. Les peuples autochtones considèrent que les terres, les aliments, les remèdes et les animaux sont sacrés et qu'ils constituent des cadeaux de la nature. Sans ces choses, l'humanité ne serait plus.

Les lois de la nature, incarnées dans nos langues et nos diverses cultures, renvoient au caractère sacré de toutes les formes de vie et de cérémonies, et participent à ce qu'est le fait d'être Autochtone. Les plantes, les animaux et la Terre mère ne constituent pas des ressources; ils sont la source de la vie elle-même et demeurent au centre de nos cérémonies. Les pratiques traditionnelles de récolte et de gestion, développées au fil des millénaires, tout comme les aliments traditionnels, ont sauvé les colons immigrants de la famine et de la mort. À titre de peuples autochtones, il n'est pas nécessaire de s'entendre sur l'ensemble des points, mais bien d'unir nos voix afin de faire connaître nos inquiétudes en ce qui concerne la terre et les aliments.

Dans un lieu où la diversité biologique se prête à une forte abondance d'aliments traditionnels, les peuples autochtones à travers tout le Canada ont développé, sur leurs territoires traditionnels respectifs, des cultures distinctes basées sur des stratégies de récolte traditionnelles et des pratiques telles que la chasse, la pêche, ainsi que la cueillette, la culture et l'élevage de plantes, de champignons et d'animaux importants sur le plan culturel. Cela diffère complètement du modèle de production, de distribution et de consommation alimentaire linéaire et hautement mécanisé qui caractérise le système alimentaire industrialisé.

Nous tenons à souligner l'importance de s'appuyer sur nos forces collectives et les visions du monde autochtone, plutôt que de se concentrer sur les différences d'origine des communautés, les maladies et les problèmes qui nous tourmentent et nous divisent. À titre de représentants de nations qui incarnent des collectivités, nous nous opposons à la privatisation des réserves ainsi qu'à l'imposition du régime foncier de propriété inconditionnelle sur les terres et les territoires détenus collectivement.

En raison de l'harmonie de leurs systèmes alimentaires, les peuples autochtones sont un exemple en matière de souveraineté alimentaire. Par conséquent, les efforts actuellement déployés au sein du mouvement croissant de souveraineté alimentaire autochtone afin de restaurer et d'améliorer l'accès aux aliments autochtones traditionnels – qu'ils proviennent des forêts, des champs ou des cours d'eau – s'inscrivent dans la continuité des revendications territoriales historiques des peuples autochtones sur leurs territoires traditionnels respectifs.

Il est possible de faire ressortir quelques exemples de ceci en jetant un regard sur les siècles passés :

- L'arrivée des pionniers européens avec leur croyance voulant que la majeure partie du Nouveau Monde était déserte – confortant ainsi la doctrine du *terra nullus* –, de même que la compréhension limitée que les peuples autochtones avaient du mode de propriété foncière et de l'agriculture des Européens, ont servi

de prétexte pour expulser les peuples autochtones en dehors de leurs terres ancestrales et les spolier de leurs systèmes alimentaires.

- Les peuples des Premières nations furent forcés d'abandonner leurs terres pour être confinés dans des réserves, de manière à ce qu'ils assimilent certaines pratiques des Européens. Les traditions alimentaires, les langues et plus généralement la culture des peuples autochtones furent considérées avec mépris et perçues comme étant néfastes au modèle linéaire de progrès et de développement introduit par les pionniers européens.
- Adoptée en 1876, la *Loi sur les Indiens* n'a fait qu'empirer les choses, l'ensemble des sphères de la vie autochtone – incluant les liens de ces peuples avec leurs terres et leurs systèmes alimentaires – étant dorénavant sous le contrôle des gouvernements coloniaux, sans pour autant que les principaux intéressés soient consultés.
- En ne servant que d'infimes rations d'aliments de mauvaise qualité aux enfants autochtones et en interdisant tout aliment traditionnel au sein de leur régime, les pensionnats n'ont fait qu'aggraver une situation déjà problématique. Ainsi, non seulement les enfants autochtones furent-ils victimes de malnutrition, mais ils perdirent également une grande partie de leurs connaissances traditionnelles quant à la préparation des repas, sans compter la perte de leurs langues et des autres facettes de leurs cultures. Les conséquences de cet état de pauvreté se traduisirent par un régime alimentaire pauvre et l'émergence de maladies liées à la malnutrition (telles que le diabète et l'obésité) dans des proportions épidémiques au sein de plusieurs peuples autochtones au pays.

Ironie du sort, ce sont justement les pratiques alimentaires enseignées par les Autochtones qui assurèrent la survie des pionniers européens – qu'il s'agisse d'une cure contre le scorbut pour Jacques Cartier et son équipage ou du pémican (aliment autochtone hautement nutritif préparé à partir de viande séchée et de gras animal et pouvant se conserver indéfiniment) qui permit à nombre d'explorateurs et de voyageurs de traverser le continent. Sans ce soutien alimentaire, l'établissement des Européens se serait effectué à un rythme beaucoup plus lent, si toutefois il est envisageable qu'il puisse avoir eu lieu. Nombre d'aliments originaires des Amériques, tels que le maïs, la pomme de terre et la tomate, furent introduits en Europe, contribuant ainsi à l'alimentation des Européens en général. Pour nous les peuples autochtones, la terre, les aliments et l'identité étaient vus comme faisant partie d'un même système. Pour nous, la terre et les aliments sont destinés à nourrir la communauté entière, cette dernière étant perçue comme une extension de la cellule familiale, alors que les pionniers européens considéraient les aliments comme une marchandise servant à nourrir les individus au sein de cellules familiales nucléaires<sup>ii</sup>.

Imprégnées de colonialisme, ces relations avec les nations d'immigrants ont ravagé les nations autochtones et leurs liens avec la terre. L'introduction de concepts juridiques dans nos nations – signataires de traités, non signataires de traités, Métis, statut, sans statut, réserve urbaine, réserve rurale – creuse un fossé entre nous. Et celui-ci ne fait qu'engendrer de plus importants problèmes reliés à l'alimentation. L'absence d'un développement s'effectuant dans le respect de nos traditions ainsi que l'extraction

massive et incontrôlée des ressources, fondés sur les modèles colonialistes conçus pour alimenter la classe néolibérale urbaine bien nantie, ont forcé nombre de peuples ruraux à s'établir en milieu urbain.

Dans les milieux urbains exempts d'aliments traditionnels, nous sommes confrontés au phénomène de désert alimentaire, à la faim extrême, ainsi qu'à l'apparition et l'implantation de maladies normalement évitables. Les Amérindiens, les Inuits et les Métis sont habituellement marginalisés et possèdent des ressources minimales pour répondre aux nécessités de la vie. Un abri, de la chaleur et des aliments demeurent des priorités en raison des ressources financières limitées. L'insécurité alimentaire, qui demeure une réalité pour les Autochtones même en période favorable, peut devenir encore plus grande suite à une relocalisation dans les centres urbains. L'accès aux aliments traditionnels tels que l'original, le caribou, le phoque ou l'outarde devient alors encore plus difficile. Nous savons que les aliments traditionnels sont plus nutritifs que les aliments transformés et contrairement à ces derniers, ils contribuent à diminuer les risques de diabète et à écarter les autres affections qui n'existaient pas dans les sociétés autochtones traditionnelles. De plus, les aliments traditionnels recèlent une valeur symbolique et spirituelle qui demeure essentielle à l'identité culturelle de plusieurs peuples autochtones. En conséquence, il est important que les enfants autochtones soient mis en contact avec les aliments de leurs ancêtres afin qu'ils aient une chance de développer un goût pour les aliments traditionnels, la nature de ceux-ci variant considérablement d'un coin à l'autre du pays.

Un certain nombre de projets ont été mis en place afin de pallier le choix restreint d'aliments en milieu urbain. À l'occasion de déplacements entre les villes et les territoires traditionnels, des aliments traditionnels sont ramenés dans les villes et partagés entre les membres des communautés autochtones urbaines (caches urbaines pour aliments traditionnels). De cette manière, les liens essentiels avec les aliments traditionnels sont conservés pour des raisons nutritionnelles, sanitaires et spirituelles. Bien que le recours aux banques alimentaires soit fréquent, ces dernières manquent souvent d'aliments frais<sup>iii</sup>. Des femmes autochtones ayant pris part à une étude en 2008 ont souligné l'importance d'avoir accès aux aliments traditionnels en raison de l'enracinement culturel qu'ils permettent et de leur importance sur les plans physique, émotif, psychologique, et sur celui du bien-être spirituel. Ces femmes ont également proposé l'établissement d'une épicerie autochtone, l'acheminement mieux organisé d'aliments traditionnels vers les régions urbaines, ainsi que la création de jardins autochtones. Leurs propositions ont trouvé écho au sein d'autres études mettant l'accent sur le besoin d'implanter des jardins communautaires afin de répondre aux besoins nutritionnels, médicaux et spirituels en cultivant le tabac, la sauge et le foin d'odeur<sup>iv</sup>.

Alors que la plupart des Canadiens sont indifférents quant aux choix qu'ils font en matière d'alimentation ou encore quant à leur propre accès aux aliments, les peuples autochtones, particulièrement ceux qui habitent le Nord, rencontrent divers obstacles lorsqu'il est question de se procurer des aliments sains, nutritifs et abordables. Les peuples autochtones vivant en milieu rural et en région éloignée éprouvent des difficultés face aux bureaucraties et aux sociétés qui ne comprennent pas le besoin de chasser, de

trapper, de pêcher ou encore de cueillir afin d'assurer leur subsistance. La cueillette récréative pratiquée par la population non autochtone a souvent été considérée comme plus importante que celle pratiquée par les peuples autochtones. Jusqu'à tout récemment, les pratiques de chasse des peuples autochtones, bien que durables, étaient perçues avec méfiance et suspicion. Les peuples côtiers ont des pratiques différentes de celles des chasseurs-cueilleurs vivant dans les terres, les pratiques de ces derniers étant différentes de celles des peuples du Nord ou encore de celles des peuples agriculteurs du Sud.

La manière dont chaque nation perçoit ses ressources alimentaires est primordiale pour la survie des peuples autochtones. Actuellement, les peuples autochtones du Nord ainsi que leurs voisins doivent payer des prix exorbitants pour se procurer des aliments de base qui soient nutritifs, mais paient les mêmes bas prix qu'au Sud pour de la malbouffe et des boissons gazeuses. Cette disparité dans les prix a occasionné des problèmes de santé, dont l'obésité infantile, le diabète et la malnutrition. L'importance des aliments traditionnels est devenue évidente alors que les structures communautaires mises en application poussent les gens hors des terres. Qui plus est, les déserts fauniques qui se créent autour des communautés structurées rendent la chasse et la cueillette de plus en plus difficile.

Cette situation constitue une honte nationale en regard de la richesse du Canada, en plus d'engendrer, chez les peuples autochtones, un bilan de santé bien en deçà de la moyenne nationale. Comme cela fut établi lors de la récente conférence du *Aboriginal Networking on Species at Risk* qui s'est tenue au Enowkin Centre de la bande de Lower Similkameen en Colombie-Britannique, il est temps pour nos peuples de reconquérir les terres qui furent un jour vierges et de se battre pour la survie des espèces qui sont sans voix.

Le nationalisme canadien est empreint d'une profonde discrimination, ce qui empêche des peuples également affectés de s'entraider pour résoudre les problèmes et défis alimentaires qu'ils partagent. Nos expériences collectives contribueront à définir et à renforcer le grand mouvement pour la souveraineté alimentaire. Les contributions de plusieurs Premières nations sont fondamentales et sans le savoir de ces dernières, plusieurs immigrants auraient péri. Le système socioéconomique et politique néolibéral actuel est synonyme de désastre pour les nations autochtones et les autres peuples dont les terres et les modes de vie ancestraux ont été réduits à l'état de marchandise et détruits. Le colonialisme et le néolibéralisme ont été synonymes de disparition de la langue, de l'identité culturelle et de la biodiversité. Ils impliquent également un système alimentaire favorisant les monocultures, la production alimentaire capitalistique et le non-respect des terres et des eaux. Les peuples autochtones de la planète souffrent souvent d'indigence sur leurs propres terres, leurs économies et leurs modes de vie ayant été détruits. Dans la plupart des cas, l'aide et le commerce internationaux ne sont disponibles aux nations tribales que si elles acceptent des aliments qui sont culturellement inappropriés et génétiquement modifiés. Les lois nationales ruinent la souveraineté alimentaire autochtone, alors qu'elles permettent aux entreprises transnationales d'accéder à nos terres. Alors que nous ne participons qu'à titre symbolique aux différents processus tels que la Convention sur la diversité biologique ou les discussions entourant les espèces menacées, notre voix est rarement écoutée lorsque nous tentons de défendre la vie végétale et animale, soit celle d'organismes ne pouvant se défendre eux-mêmes. Qui plus

est, pendant que les gouvernements font de beaux discours sur les stratégies visant à protéger les espèces menacées, leurs modes de développement et l'absence de politiques mettent au jour leurs réelles intentions. Nous soulignons la valeur du savoir traditionnel qui demeure essentiel au maintien de la diversité culturelle et biologique, tout en décriant les monocultures et le brevetage du vivant.

Nous sommes persuadés que le savoir traditionnel, couplé à une prise en charge des facteurs sociaux qui déterminent la santé, devrait être la pierre angulaire des politiques et des pratiques gouvernementales en matière d'alimentation. Dans différents endroits du monde, les peuples autochtones ont su se sustenter à même la faune et la flore locales. Diverses formes d'agriculture ont été pratiquées par les peuples autochtones afin de préserver le sol et la terre. Ce savoir utilisé par les peuples autochtones a, à maintes reprises, été partagé avec leurs frères et sœurs non-autochtones. L'usage des plantes et des animaux à des fins médicinales et alimentaires était une pratique courante chez les peuples autochtones. Ce savoir unique, propre aux peuples autochtones, a également permis au peuple canadien de vivre sur ce territoire et d'y prospérer.

Au fur et à mesure que s'écoule le temps et que s'épuisent les ressources, de plus en plus d'information sur la faune et la flore canadiennes se perd. Les communautés autochtones tentent de conserver ce savoir, mais n'y parviendront que si elles peuvent utiliser ces ressources. Les aînés et les détenteurs de connaissances traditionnelles disparaissent graduellement alors que la culture centrée sur l'urbanité prend de l'ampleur. Leur savoir traditionnel, qu'ils partageaient parfois, se voit dorénavant approprié à titre de savoir canadien courant, et tout bénéfique pouvant en découler n'est plus l'apanage des communautés autochtones, mais de tout un chacun. Aux yeux du système économique, les semences et les bagages génétiques traditionnels sont perçus comme des entités brevetables au profit d'intérêts privés. La diversité génétique des aliments autochtones est perçue comme étant exploitable par l'industrie canadienne des bio-ressources.

Nous sommes fortement préoccupés par les formes d'agriculture industrialisée préconisées par la sécurité alimentaire. Celles-ci fragilisent la situation des petits agriculteurs, engendrent une myriade de problèmes pour la santé, dépendent des produits agrochimiques et de systèmes de production alimentaire capitalistes, en plus de compromettre l'essence même de la souveraineté alimentaire. Le seul objectif de l'agriculture industrielle consiste à soutenir les économies de marché opérant à grande échelle. Nous entrons en communion avec l'ensemble de notre famille autochtone partout dans le monde lorsque nous exprimons notre désaccord envers les organismes génétiquement modifiés, la destruction des espèces et les autres formes de désacralisation de la vie. Ces problèmes menacent notre alimentation, notre tissu social et, ultimement, notre capacité de survivre.

Comme le prévoit la *Déclaration des droits des peuples autochtones*, ces derniers, selon le concept de consentement préalable éclairé, ont le droit d'approuver ou de désapprouver toute forme d'incursion sur leurs terres, particulièrement si celles-ci affectent leur souveraineté alimentaire. Ces incursions comprennent l'exploration pétrolière, la déforestation, la construction de barrages, l'exploitation minière, l'expansion du réseau



routier, les essais de bombes sur le terrain, ainsi que d'autres pratiques coloniales qui affectent la nature sacrée des aliments et réduisent la capacité des Autochtones à se procurer des aliments culturellement appropriés. Bien que nos droits soient inscrits à l'article 35(1) de la Constitution canadienne, il nous arrive souvent d'être arrêtés et emprisonnés pour avoir pratiqué nos traditions ou défié les forces destructrices de la vie sur nos propres terres. Il est donc nécessaire que tous les paliers gouvernementaux œuvrent à assurer la responsabilité sociale des entreprises sur nos terres et territoires non cédés. Pour apaiser la faim qui fait rage, davantage d'accès à la terre est nécessaire afin de soutenir la collecte d'aliments telle que la pêche, la chasse et la cueillette.

Nous reconnaissons l'important travail accompli par les défenseurs de la souveraineté alimentaire qui ne sont pas Autochtones à travers le pays et le monde. Nous insistons toutefois sur la nécessité, pour les peuples autochtones, de parler pour eux-mêmes. Chez les peuples autochtones, les membres de la famille, les relations et les protocoles respectueux sont au cœur même de ce que signifie le fait d'être Autochtone. Dans tout travail collectif que nous entreprenons, nous devons mettre en pratique ces principes et ces valeurs au tout début de nos discours, dialogues et relations. Les défenseurs de la souveraineté alimentaire issus des peuples autochtones ont pris part à une foule de débats et d'activités liés à l'alimentation, apportant ainsi leur savoir inestimable au processus et priorisant les responsabilités et les relations. L'écoute attentive, la discussion et, à certaines occasions, la contestation sont nécessaires à la réussite du travail solidaire de groupes similairement affectés.

Compte tenu de l'historique de conquête coloniale des peuples autochtones à travers le monde, il est essentiel de reconnaître que ceux-ci possèdent leur propre vécu, celui-ci reflétant leur histoire et leur culture propres. Notre voix se fait forte lorsque notre unité se fonde sur l'écoute, le respect mutuel et des stratégies. Afin d'assurer notre survie et celle du monde naturel, il est nécessaire que nous travaillions à une compréhension mutuelle afin de renforcer nos voix. Il est finalement important que nos voix soient entendues au sein de l'importante tâche que représente le développement d'une politique en matière de souveraineté alimentaire. Cela permettrait d'assurer un cadre au sein duquel il serait possible de réparer les injustices sociales et environnementales du passé, et de réconcilier les peuples autochtones et la société canadienne.

Un retour aux traditions contribue à contrecarrer l'effritement de la cellule familiale et aide à atténuer les conditions d'extrême pauvreté auxquelles sont confrontés plusieurs peuples autochtones. Comme l'a mentionné Winona LaDuke, militante Anishnaabe, environmentaliste, économiste et écrivaine : « Le rétablissement du peuple est relié au rétablissement de son alimentation puisqu'en soi, les aliments sont un remède : pas seulement pour le corps, mais également pour l'esprit, pour le lien spirituel avec l'histoire, les ancêtres et la terre.<sup>v</sup> ».

En conclusion, les nouvelles tendances à l'œuvre chez les peuples autochtones jettent les bases d'une nouvelle souveraineté alimentaire autochtone. En implantant leurs propres projets sous leur propre autorité, les peuples autochtones sont à même de choisir ce qui devrait être cultivé, cuisiné, enseigné et partagé. Avec le temps, ces décisions paveront la

voie qui mène à une sécurité alimentaire accrue. L'ensemble du territoire autochtone est aux prises avec différents problèmes reliés à la souveraineté alimentaire; ces problèmes ne sont pas mutuellement exclusifs, même s'ils se concentrent en milieu urbain. La souveraineté alimentaire jette un pont entre le savoir traditionnel autochtone et les réalités urbaines contemporaines, ce qui, en retour, contribue à l'émergence de nouvelles formes de savoirs et d'actions. La souveraineté alimentaire favorise l'interaction perpétuelle entre l'action et la compréhension qui continue de circuler entre le traditionnel et le contemporain, entre l'urbain et le rural.

Les pratiques d'intendance environnementale autochtones et le savoir traditionnel sur la terre peuvent contribuer à faire comprendre à la société canadienne les responsabilités qui lui incombent en matière de protection des terres. En cette époque de changements dynamiques, la manière traditionnelle dont les Autochtones considèrent la terre peut aider la société canadienne à comprendre certaines des maximes nécessaires à la protection de la Terre.

1. La Terre est notre mère;
2. La coopération constitue la seule manière de survivre;
3. Le savoir n'est puissant que s'il est partagé;
4. La responsabilité a une grande valeur;
5. Tout est interconnecté;
6. L'endroit où nous vivons est important;
7. Le monde spirituel n'est pas éloigné de la Terre.

Nous recommandons les trois mesures suivantes :

- La mise en place d'une approche intersectorielle permettant d'analyser, d'élaborer et d'influencer, à l'aide du prisme de la souveraineté alimentaire autochtone, les politiques concernant la foresterie, les pacages, les pêcheries, l'agriculture, les mines, l'environnement, la santé et le développement des communautés.
- La création de réserves dédiées aux activités de chasse, de pêche et de cueillette autochtones. Pour ce faire, travailler avec les nations autochtones locales afin de délimiter et de réserver des étendues de terre appropriées au sein des parcs nationaux et provinciaux ainsi que des terres qui sont du *domaine public* dédiées à l'usage exclusif de la chasse, de la pêche et de la cueillette autochtones.
- Mobiliser des fonds provinciaux et fédéraux dédiés au financement de programmes alimentaires, tant pour les communautés urbaines que les communautés rurales éloignées du Nord. Alors que ces fonds constituent des moyens à court terme d'assurer la sécurité alimentaire, les solutions à long terme doivent assurer notre souveraineté intrinsèque sur nos terres et en ce qui concerne nos modes de vie. Là où cela s'applique, il est également nécessaire de reconnaître notre souveraineté comme cela fut promis à l'époque de la signature du Traité.



- 
- <sup>i</sup> Morrison, Dawn. 2008. *B.C. Food Systems Network. Working Group on Indigenous Food Sovereignty. Final Activity Report*. Document préparé pour la Provincial Health Services Authority – Community Food Action Initiative, Interior Health – Community Food Action Initiative & the B.C. Food Systems Network – Working Group on Indigenous Food Sovereignty.
- <sup>ii</sup> Fee, Margery. 2009. « Stories of Traditional Aboriginal Food, Territory and Health ». In *What's to Eat Entrées in Canadian Food History*, Cooke, N. (éd.). McGill-Queen's University Press, Montréal.
- <sup>iii</sup> Cindy Ann Baskin *et al.*, 2009. « Struggles, Strengths and Solutions: exploring Food security with Young Urban Aboriginal moms ». *Esurio: Journal of Hunger and Poverty*, Volume 1, numéro 1, article 3. Disponible à :  
<http://digitalcommons.mcmaster.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1002&context=esurio>
- <sup>iv</sup> Mundel, Erika. 2008. *Story Gathering with the Urban Aboriginal Community Kitchen Garden Project*. Mémoire de maîtrise, University of British Columbia, Vancouver. Voir également : Sales, Jessica May Claire. 2009. *Le rôle des jardins communautaires dans la sécurité alimentaire chez les autochtones vivant en milieu urbain*. Mémoire. Université d'Ottawa, 2009.
- <sup>v</sup> LaDuke, Winona. 2008. « Protecting the Culture and Genetics of Wild Rice ». In *Original Instructions, Indigenous Teachings for a Sustainable Future*, Nelson M. K. (éd.), Bear & Company, Rochester, Vermont. p. 206-214. Voir également : Sales, Jessica May Claire. *Op. cit.*